

# Soudan du Sud: pays meurtri, crise oubliée

**Pays dévasté par la guerre, crise alimentaire grave, déplacements de populations massifs... Depuis 2013 le Soudan du Sud est pris en tenailles, entre violences et famine. Face à cette situation alarmante l'aide humanitaire, confrontée à de multiples obstacles, peine à faire face.**

Hélène QUÉAU, directrice des Opérations de Première Urgence Internationale

**L**a partie méridionale du Soudan a obtenu officiellement son indépendance en 2011, formant ainsi le «plus jeune Etat du monde», sur un territoire plus grand que la France. La République du Soudan du Sud a été officiellement reconnue par le gouvernement soudanais et l'ensemble de la communauté internationale, en devenant le 193<sup>e</sup> Etat membre de l'Organisation des Nations unies (ONU).

L'aide internationale et les ressources pétrolières importantes laissaient présager un soulagement d'une population ayant vécu des décennies de guerres féroces. Mais une fois l'engouement pour l'indépendance estompé, le processus de formation étatique au Soudan du Sud s'est vu entravé. Hormis les épisodes de sécheresse fréquents et l'absence de richesses alternatives au pétrole, le pays a été frappé de plein fouet par une guerre civile sanglante, laissant apparaître de profonds clivages ethniques.

En décembre 2013, de violents combats ont fait rage dans la capitale Juba, après des divisions politiques au sein du gouvernement, suivis d'un éclatement de l'armée et des différents services

de sécurité. La guerre s'est ensuite peu à peu généralisée et a impacté des régions qui, jusqu'à présent, étaient épargnées par le conflit. On estime à plus de cinquante mille personnes tuées depuis le début de la guerre civile, et ce malgré la présence de plus de douze mille membres de la Force de maintien de la paix de l'ONU<sup>(1)</sup>. Comme le rapporte le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, une menace de génocide est à craindre du fait de la cristallisation de l'antagonisme ethnique entre Dinkas et Nuers, et l'entretien de la spirale de violence.

Ainsi, le Soudan du Sud se trouve dans l'incapacité de former un système politique inclusif, de délivrer des services publics économiques et sociaux, et de garantir la sécurité alimentaire de ses populations.

## Une population contrainte à se déplacer

La fuite des populations sud-soudanaises représente la troisième plus grande crise de réfugiés après la Syrie et l'Afghanistan, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). La guerre a poussé plus d'un tiers de la population (estimée à douze millions de personnes) à quitter ses terres : on relève ainsi 1,9 million de

personnes déplacées internes et 1,8 million de civils ayant fui dans les pays voisins. La majorité des personnes déracinées par la guerre au Soudan du Sud sont des femmes et des enfants, souvent isolés. La proportion des enfants exilés atteint des seuils alarmants. Ils représenteraient 62 % des personnes réfugiées, et environ 1,14 million d'enfants auraient été déplacés sur le territoire sud-soudanais<sup>(2)</sup>. Ces enfants représentent la plus forte proportion d'enfants déscolarisés dans le monde, avec près des trois quarts qui n'ont pas accès à l'éducation. La majorité des réfugiés sud-soudanais se trouve en Ouganda (882 729), au Kenya (95 748), en Ethiopie (370 081) et au Soudan (388 596)<sup>(3)</sup>. Ainsi, l'Ouganda accueille la plupart des Sud-Soudanais fuyant la guerre et la crise alimentaire dans leur pays, avec une moyenne de deux mille arrivées quotidiennes. Ces chiffres sont en constante augmentation, et la tendance ne peut être inversée tant qu'une solution effective au conflit n'est pas trouvée. 5,2 millions de personnes affectées par le conflit et les déplacements se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire sévère. Sans occulter la complexité de l'ensemble des facteurs, il

1) *Global Conflict Tracker: South Sudan*, Council Foreign Relations, mai 2017.

(2) UNHCR, mai 2017.

(3) *Idem*.

*Première Urgence Internationale intervient au Soudan du Sud depuis 2015 dans l'Etat du Bahr el Ghazal du Nord (ici leur clinique à Pamat, en avril de la même année).*



© PREMIÈRE URGENCE INTERNATIONALE

est nécessaire d'appréhender la crise alimentaire qui sévit au Soudan du Sud comme étant le résultat direct de la guerre civile. En ce sens, l'état de famine<sup>(4)</sup> a été déclaré le 20 février dans l'Etat d'Unity, région majoritairement Nuer, et principal théâtre des combats contre les Dinkas dont est issu le président Salva Kiir. Au moins cent mille personnes sont directement menacées de mourir de faim. Par ailleurs, la région des Equatorias, principal bassin de production agricole du pays, a aussi été fortement impactée par les conflits. Les habitants de cette région sont dans l'incapacité d'entretenir leurs cultures et de protéger leurs bétails, ce qui

a engendré un déficit de céréales supérieur à 50 %<sup>(5)</sup>.

Les régions épargnées par les combats armés sont tout aussi impactées par l'insécurité alimentaire. La crise économique et les taux d'inflation extrêmes (dépassant les 800 % en octobre 2016) ont atrophié les marchés. Les prix ont excessivement augmenté, et les ressources nutritionnelles sont inaccessibles pour la majorité de la population. C'est particulièrement le cas dans l'Etat Bahr el Ghazal du Nord, où Première Urgence Internationale a conduit une évaluation multisectorielle en février-mars 2017. Les résultats de l'enquête ont confirmé les chiffres publiés par l'« IPC South Sudan

Technical Working Group », révélant que 60,1 % de la population souffre de malnutrition aigüe, et que quatre enfants sur dix sont malnutris. La situation risque en outre d'empirer, lors de la prochaine période de soudure (entre septembre et octobre)<sup>(6)</sup>.

Les populations prises au piège de la crise alimentaire sévère tentent tant bien que mal de survivre. Leurs stratégies d'adaptation consistent à réduire les portions des repas et à s'abstenir de nourriture pendant un ou plusieurs jours. La consommation de feuilles, de racines et de semences agricoles fait aussi partie des moyens adoptés par une large proportion des familles, ce

(4) Selon les Nations unies, l'état de famine ne peut être déclaré que lorsque certains taux de mortalité, de malnutrition et de faim sont atteints : au moins 20 % des ménages dans une région donnée font face à des pénuries alimentaires extrêmes, avec une capacité limitée d'y remédier ; les taux de malnutrition aigüe dépassent 30 % ; le taux de décès dépasse deux personnes par jour pour dix mille personnes.

(5) Humanitarian Need Overview South Sudan, OCHA, 2017.

(6) Localized famine and unprecedented levels of acute malnutrition in Greater Unity, IPC South Sudan Technical Working Group, février 2017.

qui risque de nuire à la prochaine récolte agricole et d'aggraver encore plus la crise alimentaire. Selon le réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine, sans intervention humanitaire, de nombreuses autres zones du pays pourraient se retrouver en situation de famine avérée. Actuellement, 1,7 million de personnes dépendent d'une assistance alimentaire internationale<sup>(7)</sup>.

Les besoins humanitaires au Soudan du Sud sont alarmants et l'aide financière internationale est insuffisante. Les organisations non-gouvernementales (ONG) locales et internationales doivent prioriser leurs champs d'activités et s'adapter en permanence à la raréfaction des ressources financières et au contexte d'intervention fortement volatile, tout en gardant comme objectif la réponse aux besoins vitaux (voir l'encadré ci-contre sur la mission de Première Urgence Internationale dans le pays).

### Une mobilisation internationale insuffisante

Les populations du Soudan du Sud ainsi que les agences humanitaires font face à des défis considérables, et cette situation illustre les limites du système humanitaire actuel.

L'espace humanitaire au Soudan du Sud est compromis par la violence du conflit. L'insécurité impacte fortement la logistique et l'accès humanitaire, et augmente de façon significative le coût des opérations. Les attaques contre le personnel et les biens humanitaires, les obstacles bureaucratiques et l'intimidation des bénéficiaires retardent le déploiement de l'aide. Selon le représentant de l'Unicef dans le pays, plus de quatre-vingts humanitaires ont été tués depuis le début du conflit en 2013.

D'un autre côté, le conflit sud-soudanais illustre parfaitement les difficultés du système international à anticiper et à prévenir

les catastrophes humanitaires et sécuritaires, et ce malgré les nombreuses mises en garde des ONG et des observatoires.

Par ailleurs, la crise humanitaire sud-soudanaise expose parfaitement le décalage persistant entre les besoins humanitaires et l'aide allouée pour y répondre. Par exemple, le HCR a publié un appel de fonds d'un montant de 781,8 millions de dollars, et seulement 11 % de cette somme a été financée. Pour sa part, et selon les Nations unies, l'Unicef n'a recueilli que 5 % des 181 millions de dollars sollicités<sup>(8)</sup>.

Enfin, l'impact de l'aide humanitaire demeurera également limité sans une réelle volonté et capacité des différentes parties au conflit et de la communauté internationale de stabiliser la situation

(7) *Humanitarian Need Overview South Sudan*, OCHA, 2017.

(8) « Soudan du Sud : plus d'un million d'enfants réfugiés dans les pays voisins, selon l'UNICEF et le HCR », Centre d'actualités de l'ONU, 8 mai 2017.

(9) Mesure non mise en place jusqu'à présent.

politique dans le pays et de favoriser le travail des humanitaires. Pour mémoire, au mois de mars dernier, le gouvernement avait annoncé sa volonté d'augmenter le prix des permis de travail pour les étrangers, pouvant atteindre des sommes allant jusqu'à dix mille dollars<sup>(9)</sup>. Une collaboration effective et de confiance avec les autorités nationales et locales est une précondition indispensable pour des acteurs tels que Première Urgence Internationale, afin de passer d'une logique de pure substitution à la mise en place pérenne d'institutions garantissant l'accès de tous aux services de base. Les défis à relever sont donc considérables et la mobilisation indispensable pour sauver la population sud-soudanaise du destin tragique qui se dessine. ●

## Une aide humanitaire vitale L'intervention de Première Urgence Internationale

Première Urgence Internationale intervient au Soudan du Sud depuis 2015 dans l'Etat du Bahr el Ghazal du Nord, région épargnée par les combats récents mais impactée par le conflit (arrêt des approvisionnements, départ des hommes à la guerre, manque de main-d'œuvre, etc.). Suite à une évaluation attestant des besoins humanitaires latents dans la région et de l'insuffisance d'acteurs humanitaires (la plupart des acteurs étant davantage focalisés sur les zones de conflit), l'organisation a mis en place des services de soins de santé primaire et de prises en charge nutritionnelle dans le comté d'Aweil North, où plus de 235 800<sup>(1)</sup> personnes ont un besoin immédiat d'assistance humanitaire. Par ailleurs, Première Urgence Internationale gère un centre de santé primaire à Majak Kaar, qui représente le seul établissement de santé fonctionnel de la région. Certains patients sont contraints de marcher plusieurs jours afin de bénéficier de soins de qualité. Lors des saisons des pluies, l'épidémie de paludisme entraîne une forte hausse de la

fréquentation et le centre de santé de Majak Kaar peut recevoir jusqu'à deux mille cinq cents patients par semaine. Depuis avril 2017, l'ONG traite la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes, dans onze sites nutritionnels dans ce même comté d'Aweil North. Toute personne détectée comme souffrant de malnutrition aiguë sévère est directement référée au centre de santé de Majak Kaar, et prise en charge.

En outre, dans chacun des villages couverts, Première Urgence Internationale a établi et formé un réseau de volontaires qui effectuent des visites à domicile dans les villages isolés afin, notamment, de dépister les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes en situation de malnutrition. Les personnes dépistées sont ensuite référées dans les sites de prise en charge nutritionnelle, supervisés par le personnel médical de l'organisation.

(1) *Humanitarian Need Overview South Sudan*, OCHA, 2017.

H. Q.